Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2019-546** **18/07/2019**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 14

Objet : Appels à candidatures : 14 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail :

-1 poste de technicien en gestion des AMM (H/F) (CDD Cat 3 de 24 mois) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 15/08/2019.

-1 poste de technicien de laboratoire en parasitologie (H/F) (CDD Cat 3 de 36 mois) à Dozulé (14).
Date limite de candidature : 01/09/2019.

-1 poste de technicien de laboratoire en virologie (H/F) (CDD Cat 3 de 12 mois) à Ploufragan (22).
Date limite de candidature : 15/08/2019.

-1 poste de technicien de gestion de dossier d'AMM (H/F) (CDD Cat 3 de 24 mois) à Fougères (35).
Date limite de candidature : 15/08/2019.

-1 poste de technicien de laboratoire en nématologie (H/F) (CDD cat 3 de 36 mois) à Le Rheu (35).
Date limite de candidature : 15/09/2019.

-1 poste de juriste (H/F)) (CDI Cat 2 ou Tit A) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 08/08/2019.

-1 poste de chargé de contrats de recherche européens (H/F) (CDD Cat 2 de 36 mois) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 23/08/2019.

-1 poste de chef de projet informatique (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 15/08/2019.

-1 poste de chef de projet appui et développements scientifiques - projets transversaux (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 15/08/2019.

Agence de services et de paiement :

-1 poste de directeur adjoint (H/F) (catégorie A) à Limoges (87).
Date limite de candidature : 15/08/2019.

-1 poste de directeur regional (H/F) (catégorie A) à Chantepie (35).
Date limite de candidature : 06/08/2019.

FranceAgriMer :

-1 poste de délégué(e) filières pêche et aquaculture à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 10/09/2019.

Office National des Forêts :

-1 poste de directeur(trice) d'agence territoriale à Aix en Provence (13).
Date limite de candidature : 31/07/2019.

Parc national de la Réunion :

-1 poste de secrétaire général à La Réunion (97).
Date limite de candidature : 11/08/2019.

L’adjoint à la sous-directrice de la gestion
Des carrières et de la rémunération

Emmanuel Bouyer

Date : 11/07/2019

Poste à pourvoir	**Technicien en gestion des AMM (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3 ou agent titulaire de catégorie B**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 24 mois**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction des autorisations de mise sur le marché
Unité d'Instruction Administrative (UIA)

Missions / contexte

La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt adoptée en octobre 2014 a confié à l'Anses des missions de délivrance des autorisations de mise sur le marché (AMM) des produits phytopharmaceutiques (PPP), des adjuvants, et des matières fertilisantes et supports de culture (MFSC) transférées à l'Anses depuis juillet 2015. L'Anses s'est vue confier des missions équivalentes assurées par le ministère en charge de l'environnement, en ce qui concerne les produits biocides à compter du 1er juillet 2016.

Une direction des AMM (DAMM) a été créée en juillet 2015 pour la mise en œuvre de ces nouvelles missions. La DAMM est chargée d'instruire les décisions d'autorisation, de modification et de retrait de mise sur le marché des produits mentionnés, de mettre en place les activités d'inspection et de contrôle et d'animer le comité de suivi des AMM ; elle comprend une unité d'instruction administrative qui assure la réception et le traitement administratif des dossiers et la préparation des décisions d'ordre administratif, et une unité des décisions qui assure l'instruction des dossiers issus de l'évaluation.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef de l'unité d'instruction administrative, le technicien en gestion des AMM sera chargé d'assurer l'instruction administrative des dossiers entrant dans le cadre des différentes procédures d'autorisation de mise sur le marché (AMM) des produits phytopharmaceutiques, des adjuvants, des matières fertilisantes et supports de culture, dans le respect des procédures en vigueur.

Activités

Le technicien en gestion des AMM sera chargé de :

- Assurer la gestion administrative des demandes liées aux autorisations de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, des adjuvants, des matières fertilisantes et supports de culture, en particulier leur recevabilité administrative en vue de préparer leur évaluation scientifique,
- Assurer le traitement complet des demandes de type administratif avec la préparation des décisions,
- Participer à l'information des demandeurs,
- Intégrer et assurer le suivi des informations saisies dans les bases de données en lien avec les activités ci-dessus.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 2 souhaité – BTS ou licence en sciences ou en gestion
Minimum BAC

Expériences similaires

- Expérience professionnelle souhaitée dans l'instruction de dossiers ou le domaine d'une réglementation relative aux produits chimiques**.**

Compétences

- Autonomie et rigueur, esprit d'analyse,
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe,
- Réactivité et maitrise des délais,
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale,
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite),
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 15 août 2019

Renseignements sur le poste : Bertrand BITAUD (bertrand.bitaud@anses.fr, tel. 01 49 77 21 28)
Sophie POUPARDIN (sophie.poupardin@anses.fr, tel. 01 49 77 37 56)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-090 à :** recrutement@anses.fr

Date : 08/07/2019

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire en parasitologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 36 mois**
Localisation	**Dozulé (14)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de santé animale, Site de Normandie, Unité PhEED composée de 26 personnes.

L'unité physiopathologie et épidémiologie des maladies équines (PhEED) du laboratoire de santé animale, site de Normandie de l'Anses est spécialisée dans le domaine des pathologies infectieuses et parasitaires de la reproduction, infections persistantes et/ou émergentes d'importance majeure pour la filière équine, ainsi que dans la surveillance épidémiologique de ces maladies et de la mortalité équine.

Missions / contexte

Dans le cadre du mandat du LRUE maladies équines, l'unité est en charge des activités de références de l'Union européenne pour 5 maladies depuis 2008.
La thématique parasitologie, composée de 2 agents, est en charge des activités de référence au niveau national (LNR) et européen (LR-UE) pour la dourine. Les missions de cette thématique consistent au développement d'outils de diagnostic innovants, à l'étude des interactions hôtes-pathogènes et au développement de nouveaux traitements anti-parasitaires.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité et du responsable de thématique, l'agent recruté aura pour mission principale de mettre en œuvre des protocoles techniques d'analyse, participer à l'ensemble des activités de référence de la dourine : mise au point de méthodes, réalisation d'essais inter laboratoires d'aptitude (EILA), fourniture de réactifs…

Activités

A ce titre, l'agent devra :

- Réaliser des analyses immunosérologiques (Test de séroneutralisation, test ELISA, inhibition de l'hémaglutination, fixation du complément, immunodiffusion en gélose etc…)
- Réaliser des analyses en biologie moléculaire (Clonage, transfection de cellules, transformation de bactérie, extraction d'ARN et d'ADN, PCR, PCR en temps-réel, Northern blot, etc…)
- Assurer la mise en culture et l'entretien de différentes lignées cellulaires
- Gérer la production de sérums et d'antigènes de référence
- Réaliser le marquage en immunohistochimie et immunofluorescence sur coupes d'organes et sur culture cellulaire
- Participer aux travaux de recherche et d'EST en parasitologie
- Participer à l'encadrement de stagiaires
- Travailler sous assurance qualité

Conditions particulières

Aucune

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Bac+2 (DUT, BTS, ...) ou bac+3 (Licence pro ou équivalent) en biologie moléculaire ou microbiologie - Minimum Bac

Expériences similaires

- Expérience appréciée dans le domaine de la parasitologie
- 2 ans d'expériences dans le domaine

Compétences

- Maîtrise des techniques classiques de biologie moléculaire (Clonage, Extraction ADN et ARN, PCR)
- Connaissance pratique des techniques de diagnostic sérologique
- Connaissance en parasitologie
- Connaissance de la norme ISO 17 025
- Compréhension de l'anglais scientifique et technique
- Maitrise des principaux logiciels bureautiques
- Rigueur, sens de l'organisation et du travail en équipe, esprit critique et de synthèse, adaptabilité, autonomie, aptitude à rendre compte et à rédiger

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 1er septembre 2019

Renseignements sur le poste :

- Monsieur Aymeric HANS - 02 31 79 22 76 - aymeric.hans@anses.fr
- Monsieur Laurent Hébert – 02 31 79 22 76 – laurent.hebert@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-093 à :** recrutement@anses.fr

Date : 08/07/2019

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire en virologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 12 mois**
Localisation	**Ploufragan (22)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de Ploufragan-Plouzané-Niort Unité de Virologie, Immunologie, Parasitologie Aviaire et cunicole (VIPAC)
Missions / contexte	L'Unité Virologie Immunologie et Parasitologie Aviaires et Cunicoles (VIPAC) exerce des activités de recherche/développement, d'appui scientifique et technique et d'expertise dans le domaine des maladies virales et parasitaires des volailles et des lagomorphes. Elle est Laboratoire National de Référence (LNR) pour l'influenza aviaire et la maladie de Newcastle et laboratoire international de référence (OIE) pour la bursite infectieuse aviaire et la rhinotrachéite de la dinde. L'unité travaille également de façon importante sur les caliciviroses des lagomorphes, les coronavirus et les coccidioses aviaires et peut être amenée à travailler sur de nouveaux sujets émergents. L'équipe est composée de 30 personnes dont 26 dans le bâtiment de virologie.

DESCRIPTION DU POSTE

	Sous l'autorité du chef d'unité responsable des recherches sur l'influenza aviaire et la maladie de Newcastle et du responsable du LNR correspondant, en lien avec les scientifiques et les autres techniciens travaillant sur ces thématiques, le (la) technicien(ne) recruté(e) participe aux travaux du LNR sur la thématique influenza aviaire et maladie de Newcastle et contribue aux activités transversales de l'unité.
Missions	Il (elle) mettra en œuvre les techniques de biologie moléculaire, d'immuno-sérologie et de virologie classique nécessaires aux activités de référence en respectant les procédures qualité mises en place et les contraintes en matière de biosécurité (travail sous PSM), d'hygiène et sécurité, de fiabilité et de confidentialité.
Activités	<u>Les activités conduites comprendront principalement :</u> - Participation aux travaux du LNR sur la surveillance des virus d'influenza aviaire - RT, PCR classique, PCR temps réel - Séquençage - Tests d'immunosérologie (IDG, IHA, ELISA, SN) - Cultures cellulaires - Electrophorèse, purification et dosage d'ADN - Analyses de séquences, analyses bio-informatiques - Synthèse et exploitation des résultats obtenus - Contribution aux activités d'intérêt général de l'unité.
Conditions particulières	Travail en laboratoire confiné L2 : changement de vêtements obligatoire. Mobilisation possible en cas d'urgence sanitaire

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC +2 ou +3 en biologie, ayant une formation en microbiologie et en biologie moléculaire et cellulaire. Minimum Bac

Expériences similaires

- Expérience professionnelle souhaitée en laboratoire de recherche et en biologie moléculaire appliquée à la microbiologie (si possible en virologie), notamment en laboratoire confiné L2 et sous assurance qualité,
- Expérience appréciée dans l'utilisation de logiciels d'analyse de données génétiques (analyse et alignement de séquences, analyses de PCR temps réel, etc…).

Compétences

- Motivation et goût affirmé pour le travail de laboratoire et le travail en équipe
- Maitrise des techniques de d'immunosérologie, de virologie classique et de biologie moléculaire;
- Maîtrise des outils informatiques courants de gestion des données et de communication (Excel, Word, Power-point, Access),
- Méthode, rigueur, autonomie, sens des responsabilités, esprit d'initiative,
- Capacité d'analyse, de synthèse et aptitude à rendre compte,
- Pratique de laboratoire en milieu confiné L2,
- Pratique du travail sous assurance qualité,
- Connaissance et respect des règles d'hygiène et sécurité, et de biosécurité

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 15 août 2019

Renseignements sur le poste : Béatrice GRASLAND (Beatrice.GRASLAND@anses.fr) (02 96 01 01 69) ou Ghislaine LE GALL (Ghislaine.LEGALL-RECULE@anses.fr) (02 96 01 62 22)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-094 à :** recrutement@anses.fr

Date : 08/07/2019

Poste à pourvoir	**Technicien de gestion de dossier d'autorisation de mise sur le marché (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3 ou agent titulaire de catégorie B**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 24 mois**
Localisation	**Fougères (35)**
Prise de fonction	**dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Agence Nationale du médicament vétérinaire (ANMV)

L'ANMV assure la gestion des décisions relatives au médicament vétérinaire notamment la délivrance des autorisations administratives relatives au médicament vétérinaire, la surveillance des effets indésirables des médicaments ainsi que le contrôle des établissements pharmaceutiques et la surveillance du marché des médicaments vétérinaires.

Missions / contexte

Le département Autorisation de mise sur le marché a en charge l'évaluation des médicaments vétérinaires chimiques et immunologiques. Il prépare les décisions administratives qui découlent de l'évaluation en vue de l'octroi ou du refus des AMM.

L'Unité Enregistrement est l'unité de gestion administrative pour l'ensemble des demandes d'autorisations relatives aux médicaments vétérinaires. Elle est composée de 11 personnes

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité hiérarchique du chef d'unité, le technicien de gestion de dossier d'AMM est le garant du contrôle de la conformité réglementaire des demandes. Il assure l'instruction de la recevabilité, le suivi des demandes et la préparation des décisions en lien avec les unités d'évaluation du département.

Activités

En tant que technicien de gestion de dossier d'AMM, il a la responsabilité des activités qui lui sont confiées dans les domaines de l'instruction des procédures d'autorisation des médicaments vétérinaires, de leur modification ou de surveillance post-autorisation (recevabilité, notification…).
Il participe au bon fonctionnement du département, notamment à la prise en charge d'appels téléphoniques et de courriers liés aux dossiers.

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 2 scientifique (BTS/DUT en chimie/ biologie/biochimie) ou en gestion administrative
Minimum Bac

Expériences similaires

- Une expérience dans le domaine réglementaire ou dans le domaine des produits de santé serait appréciée.

Compétences

- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique écrit ;
- Maîtrise des outils de bureautique ;
- Travail en équipe ;
- Bonnes capacités rédactionnelles et relationnelles ;
- Des connaissances en réglementation nationale et européenne des produits de santé seraient appréciées.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 15 août 2019

Renseignements sur le poste :

- Mme Sophie Barreteau, chef du département AMM (sophie.barreteau@anses.fr) au 02.99.94.78.60
- Mme Paule Carnat-Gautier, directrice adjointe de l'ANMV (paule.carnat-gautier@anses.fr) au 02.99.94.78.53

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-095 à :** recrutement@anses.fr

Date : 09/07/2019

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire en nématologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 3 ans**
Localisation	**Le Rheu (35)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de la santé des végétaux (LSV).
Missions / contexte	Le Laboratoire, dont le siège est à Angers, est implanté sur six sites distincts en France. Le Laboratoire National de Référence (LNR) de nématologie de Rennes Le Rheu (35) assure en partenariat avec L'ILVO, le LNR belge, les missions de Laboratoire de Référence pour l'Union Européenne (LRUE) dans le domaine de la nématologie depuis le 1er janvier 2019. Ces missions se traduisent par l'élargissement de celles du LNR. Le laboratoire doit ainsi développer de nouvelles missions et étendre ses missions existantes en partenariat avec son homologue dans le consortium LRUE - mandat nématologie.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du directeur du LRUE et en relation étroite avec le chargé de projet scientifique et technique, le technicien de laboratoire en nématologie conduira des travaux de laboratoire dans le cadre des missions de référence du LRUE.

L'agent recruté au LRUE devra exercer les activités suivantes :

Activités

- En collaboration avec le chargé de projet scientifique et technique dédié au LRUE, l'organisation d'Essais Interlaboratoires d'Aptitude (EILA). A ce titre, il sera en charge de la préparation des panels d'échantillons, des tests relatifs à leurs homogénéité et stabilité,
- Participation à la dispense de formation à la mise en œuvre des méthodes analytiques, la caractérisation d'organismes de quarantaine et émergents dans le domaine de la nématologie,
- Réalisation d'analyses morphobiométriques et moléculaires en nématologie sur des échantillons reçus des LNR pour confirmation ou diagnostic,
- Contribution à l'enrichissement et au maintien d'une collection de nématodes. Enrichissement permanent de la collection et fourniture de matériel de référence aux LNR.

Conditions particulières

- Travail sous assurance qualité (ISO 17025 et ISO17043),
- Travail en laboratoire confiné,
- Travail en situation de crise phytosanitaire.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC à BAC +3 scientifique avec une spécialisation dans le domaine de la santé des végétaux

Expériences similaires

- Expérience obligatoire dans un laboratoire utilisant les outils moléculaires et l'analyse morphobiométrique

Compétences

- Maîtrise de l'anglais en tant que langue de travail avec les LNR (bon niveau en communication écrite et orale),
- Connaissances pratiques en analyses morphobiométriques et moléculaires des bioagresseurs des végétaux,
- Connaissance des méthodes analytiques et des processus de validation des méthodes d'analyse en santé des végétaux,
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels),
- Rigueur scientifique, sens de l'organisation, de l'anticipation et du travail en équipe, esprit critique et de synthèse, adaptabilité, autonomie, sens de l'éthique et du relationnel, diplomate,
- Sensibilisation aux démarches « assurance qualité » ; connaissance des référentiels ISO 17025 et ISO 17043.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 15 septembre 2019

Renseignements sur le poste : Laurent Folcher, directeur du LRUE (laurent.folcher@anses.fr +33(0)2 99 30 48 28) ou Sylvie Gamel, directrice adjointe du LRUE (sylvie.gamel@anses.fr, + 33 (0)2 99 30 92 31)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2019-096 à **:** recrutement@anses.fr

Date : 09/07/2019

Poste à pourvoir	**Juriste (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Pole Affaires générales / Direction des affaires juridiques
Missions / contexte	La Direction des affaires juridiques est chargée d'assurer la sécurité juridique des activités de l'Agence, par la production de conseils et d'avis juridiques et par la diffusion des dispositions juridiques applicables à l'Agence. Elle participe à l'élaboration des règles et principes, notamment déontologiques, applicables aux personnels et aux collaborateurs de l'Agence. Elle assure le suivi des affaires contentieuses, en lien avec les directions concernées. Elle apporte l'appui de son expertise aux autres services et entités de l'Agence, y compris en matière d'archivage. La directrice des affaires juridiques est la personne responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques de l'Agence et assure également les fonctions de « déontologue » pour l'Agence et de délégué à la protection des données.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Placé sous la responsabilité de la directrice des affaires juridiques, au sein d'une équipe composée en outre d'un adjoint, de cinq juristes, d'un archiviste et d'une assistante, le juriste est plus particulièrement chargé de fonctions de conseil et contentieux dans le domaine des missions de l'Agence, liées notamment aux produits phytopharmaceutiques, produits biocides, médicaments vétérinaires ainsi qu'au suivi de l'activité qui peut en découler.

Activités

A ce titre, le juriste sera chargé de :

- assurer le suivi des affaires pré-contentieuses et contentieuses de droit public ;
- conseiller les services : appréciation des risques juridiques, aide à la décision, rédaction de notes et d'études juridiques, contrôle de la légalité des décisions ;
- assurer une veille juridique dans son domaine de compétence (analyse et commentaire de textes ou de jurisprudence, suivi de l'actualité législative et réglementaire, française et européenne) ;
- assurer la représentation de l'Anses devant les juridictions administratives.

En outre, le juriste pourrait être amené à participer à des missions d'expertise, de conseil et de veille juridique dans les domaines suivants :

- droit administratif général ;
- déontologie ;
- droit des contrats, activité partenariale de l'Agence;
- droit de la propriété intellectuelle (brevets, valorisation des travaux de l'Agence ; droit d'auteurs, marques) ;
- traitements informatisés de données et relations avec la CNIL ;

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

BAC+3 à BAC + 5 en droit (droit public, droit de la santé, de la sécurité sanitaire, droit de l'environnement)
CAPA apprécié

Expériences similaires

Minimum 5 années d'expérience sur des fonctions similaires

Compétences

- Connaissance en droit administratif
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacités rédactionnelles avérées
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Esprit d'initiative, rigoureux(se)
- Maitrise de l'outil informatique (pack office)
- Aptitude organisationnelle et dynamique
- Anglais apprécié

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 8 août 2019

Renseignements sur le poste :

- Florent ROMAGOUX (florent.romagoux@anses.fr) Directeur adjoint des affaires juridiques
- Manuelle VERTOT (manuelle.vertot@anses.fr), Directrice des affaires juridiques

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-097 à :** recrutement@anses.fr

Date 10/07/2019

Poste à pourvoir	**Chargé(e) de contrats de recherche européens (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 36 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'administration et des finances
Service des conventions de partenariat et des financements externes

Missions / contexte

Le service est composé de 4 chargés de conventions et d'un chef de service :

- Il procède à l'instruction (préparation en lien avec les entités et relations avec les cocontractants) et à la notification des conventions,
- Il assure l'exécution administrative (avenants, …) et financière des conventions,
- Il centralise l'ensemble des données financières des conventions de l'Agence et produit des éléments de reporting et de pilotage budgétaire sur ces domaines.

Dans le cadre d'une augmentation des projets européens, un renfort de 2 CDD est en cours.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Les conventions représentent un enjeu important par leur volume financier (entre 12 et 13 millions de recettes annuelles) et par leur rôle en matière de rayonnement scientifique de l'agence au plan national et international.

Sous l'autorité du chef de service, vous serez en charge des modalités d'élaboration et d'exécution financière d'un portefeuille de conventions européennes : H2020, Laboratoires de référence de l'UE et l'EJP - projet « One Health EJP » - réalisé en interlaboratoires au sein de l'ANSES (5 Millions de subvention européenne envisagée sur l'ensemble du projet et 45 M de reversement). Ce projet a une durée de 5 ans (01/01/2018-31/12/2022).

Le/la chargé(e) de contrats de recherche européens collaborera aussi avec l'autre chargé(e) de contrats de recherche européens. Ses principales activités seront :

Activités

1) Construire et mettre à jour les outils administratifs et financiers de suivi des projets, afin de sécuriser le processus.
2) Instruire les projets de convention (notamment leur cohérence financière et juridique en rapport avec la politique générale de l'agence et la réglementation),
3) Coordonner et valider les rapports financiers auprès de la Commission Européenne,
4) Suivre l'exécution et les ajustements des projets en matière financière et juridique (avenant, suivi d'indicateurs d'activité, révision budgétaire, reversement aux partenaires, prévision de recette…)
5) Apporter conseil en interne sur les questions administratives et financières avec gestion des éventuelles difficultés rencontrées,
6) Participer à l'organisation des réunions relatives aux projets

Conditions particulières Néant

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Niveau Bac + 3 à Bac + 5 Master 2 ou équivalent en finances ou droit et/ou la gestion de projet : gestion de projets européens, gestion financière, ingénieur en sciences agronomiques, …

Expériences similaires

- Expérience(s) réussie(s) dans la gestion de projet européen ou des contrats de recherche.

Compétences

- Parfaite connaissance des règles et du fonctionnement du programme Horizon 2020
- Compétences techniques affirmées dans le suivi administratif et financier de projets européens
- Rigueur et autonomie, goût pour le travail en équipe, capacité d'organisation, respect des délais
- Aisance relationnelle, ouverture d'esprit, dynamisme, capacité d'adaptation, force de proposition
- Maîtrise de l'anglais professionnel (communication écrite et orale)
- Maîtrise de l'outil informatique (pack « office »), notamment parfaite maîtrise d'Excel (tableaux croisés dynamiques, formules…)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 23 aout 2019

Renseignements sur le poste : Nathalie CAU-GOURDON, Chef de service (nathalie.cau-gourdon@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-098 à :** recrutement@anses.fr

Date : 11/07/2019

Poste à pourvoir	**Chef de projet informatique (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des Ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction Technique et Informatique
Service Etudes et Développement

Missions / contexte

Le Service Etudes et Développement :

- est responsable de l'architecture applicative du système d'information et de la mise en œuvre du SDSI (schéma directeur des SI)
- assiste les directions métiers MOA
- conçoit, met en œuvre et maintient en conditions opérationnelles les applications métiers (expertise, appui aux évaluations, activités de laboratoires), de gestion (finances, ressources humaines, gestion du temps) et de communication (Intranet/ Extranet)
- réalise lui-même ou fait appel à des prestations extérieures.

L'équipe est composée de 9 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef du Service Etudes et développement, le Chef de projet, ayant une expertise technique confirmée et une capacité à appréhender les sujets fonctionnels.
Il spécifie, organise, planifie et réalise les projets informatiques depuis leur conception jusqu'à leur déploiement.
Le périmètre d'intervention concerne à la fois les applications de gestion et les applications métiers liées à l'évaluation des risques et l'appui aux activités de recherche biologique.

Activités

Responsabilité du contenu fonctionnel du projet

- Participation à une rédaction précise du cahier des charges
- Benchmarking/choix du progiciel
- Prévision des moyens et ressources à mettre en œuvre (humains, techniques, financiers…)
- Pilotage de la réalisation (développements spécifiques ou intégration)
- Recette des réalisations et appréciation de leur conformité au cahier des charges de l'ouvrage
- Traitement des demandes ou incidents et mise en œuvre les corrections ou ajustements nécessaires

Préparation et déploiement du projet, et mise en œuvre des actions d'accompagnement des utilisateurs

- Définition de la cible utilisateurs
- Définition et mise en œuvre de la formation et de l'accompagnement des utilisateurs, en fonction de leurs besoins
- Définition et organisation du service de support à l'utilisateur
- Déploiement de la nouvelle application et des nouveaux services
- Organisation de la maintenance
- Définition des modalités de traitement des demandes d'évolution

Conduite de projets informatiques

- Synthèse des éléments permettant à la MOA de faire un arbitrage garantissant la meilleure adéquation: qualité - coût.
- Organisation, coordination et animation avec l'équipe de maîtrise d'ouvrage du projet
- Arbitrage des éventuels différends entre contraintes techniques et besoins fonctionnels
- Coordination et synthèse des validations, assurance de la qualité des validations prononcées
- Circulation et diffusion de l'information côté maîtrise d'ouvrage
- Identification et proposition au commanditaire, en cours de projet, d'éventuelles modifications d'objectifs (qualité, coût, délai)
- Mise en place de tous les indicateurs nécessaires au suivi et à la gestion du projet, notamment sur son évaluation dont la satisfaction des utilisateurs

Veille et développements internes

- Veille technologique, étude d'architecture et préconisations techniques
- Maîtrise des socles techniques du référentiel Anses
- Maitrise du paramétrage des progiciels et applications déployées à l'Anses
- Encadrement et participation à des développements en internes

Conditions particulières

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5 en informatique souhaité

Expériences similaires

- 3 années minimum

Compétences

- Curiosité et appétence pour le travail en collaboration avec des scientifiques
- Faire preuve d'innovation et de créativité
- Maîtriser la technique et le fonctionnel liés aux applications informatiques
- Maîtriser les outils et les langages Web (Java, AngularJS …)
- Maîtriser des bases de données (PostgreSQL, SQL server, Oracle)
- Maîtriser les procédures et l'outil de gestion des demandes et incidents
- Coordonner l'activité des prestataires
- Maîtriser l'adéquation entre la MOA et la solution proposée
- Développer et/ou administrer une base de données et/ou des plateformes de décisionnelles
- Maîtriser la méthodologie de programmation
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Capacité d'analyse et de synthèse

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 15 août 2019

Renseignements sur le poste : Arnaud PARALIEU (arnaud.paralieu@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-099 à :** recrutement@anses.fr

Date : 11/07/2019

Poste à pourvoir	**Chef de projet chargé des appuis et des développements scientifiques, et des projets transversaux (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des Ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'Evaluation des Produits Règlementés

Missions / contexte

La Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision d'autorisation de mise sur le marché.

En ce qui concerne l'évaluation des substances actives et produits, la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

La DEPR traite également, seule ou en transversal avec d'autres directions de l'agence, les sollicitations et saisines adressées à l'Anses, les auto-saisines ainsi que le suivi de projets de développement et la veille scientifique.

Le chef de projet est placé sous l'autorité de l'adjoint au Directeur chargé de l'appui et de la veille scientifique et des projets transversaux.

L'équipe est composée de 4 agents

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité de l'adjoint au Directeur chargé de l'appui et de la veille scientifique et des projets transversaux, le chef de projet assure un appui à celui-ci pour la coordination de la réponse aux demandes (saisines, questions diverses en provenance des tutelles et des parties prenantes, …) ainsi que le suivi de projets de développement et la veille scientifique en lien avec les missions de la DEPR.

Activités

- Participer à l'analyse du contenu des demandes, proposer des modalités de réponse en accord avec les unités concernées, planifier le travail nécessaire à l'élaboration de la réponse. Établir sur la base de ces éléments une proposition soumise à la direction de la DEPR. En accord avec les modalités validées par la Direction de la DEPR, piloter (si le chargé de projet en a la charge) ou appuyer le pilotage (s'il est confié à une unité de la DEPR) de l'élaboration de la réponse. Le cas échéant, mettre en place et coordonner un groupe de travail.
- En accord avec les modalités validées par la Direction de la DEPR, piloter (si le chargé de projet en a la charge) ou appuyer le pilotage (s'il est confié à une unité de la DEPR) des projets de développement scientifiques notamment la contractualisation et le suivi des études et la participation aux réunions de pilotage.
- Pour les dossiers pour lesquels le chef de projet à la charge du pilotage de la réponse : assurer le reporting concernant leur avancement auprès de la direction de la DEPR et des comités d'experts spécialisés concernés.
- Contribuer à la rédaction des réponses (avis, rapports) et des documents afférents (contrats d'expertise, courriers de transmission, etc.)
- Contribuer à la veille scientifique transversale en lien avec les missions de la DEPR

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Niveau BAC + 5 (Master 2, DEA ou diplômes d'ingénieur ou docteur ès Sciences) dans le domaine de la santé publique ou la santé environnementale, docteur en Pharmacie, docteur vétérinaire.

Expériences similaires

- Expérience réussie d'au moins 7 ans dans le domaine de l'évaluation des risques sanitaires ou expérience équivalente.

Compétences

- Autonomie et rigueur, esprit critique, réactivité, sens de l'organisation,
- Aptitudes rédactionnelles, capacité de synthèse et de présentation orale,
- Capacité à travailler en équipe pluridisciplinaire,
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique (écrit et oral).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 15 août 2019

Renseignements sur le poste : Farida Ouadi (farida.ouadi@anses.fr – 01 77 74 17 17)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-100 à :** recrutement@anses.fr

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT
Direction du développement rural et de la pêche (DDRP)
Secteur des Affaires Juridiques, Réglementaires et des Procédures (SAJRP)
2 rue du Maupas – 87000 LIMOGES

DIRECTEUR ADJOINT (H/F)
DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

N° du poste : 19276 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel : 3	**Groupe RIFSEEP : 1**
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. Etablissement riche de ses plus de 2000 collaborateurs en relation directe avec 13 ministères, il est l'un des premiers opérateurs de l'Etat avec un budget conséquent de plus de 19 milliard d'€. Par ailleurs, l'agence est le principal payeur des aides à l'emploi et le premier payeur européen d'aides agricoles. Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. Au sein de l'Agence, la direction du développement rural et de la pêche (DDRP) est chargée de la mise en œuvre de l'ensemble des mesures du développement rural (hors SICG) programmées par les Régions, autorités de gestion du FEADER, de plusieurs dizaines d'aides nationales agricoles, ainsi que celles liées à la pêche (FEAMP et nationales). Cette activité regroupe environ 80 agents (maîtrise d'ouvrage, assistance à maîtrise d'ouvrage et déploiement des applications) implantés au siège de l'ASP à Limoges et mobilise également de l'ordre de 50 à 60 prestataires. La directrice est secondée par deux adjoints et un directeur de projet : la directrice des opérations chargée de la mise en œuvre du projet OSIRIS, le titulaire du présent poste orienté sur les missions réglementaires de la maîtrise d'ouvrage et la gouvernance avec les AG et le directeur de projet RDR4, en charge de la conception et de la mise en œuvre du projet RDR4
Objectifs du poste	Le titulaire du poste devra seconder la directrice et superviser en particulier les activités relatives à la maîtrise d'ouvrage (RDR3 et RDR4, aides nationales et FEAMp), les aspects réglementaires de la mise en œuvre, les conventions et le contentieux, les restitutions à la Commission et aux corps de contrôles externes.

<table>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- Représenter l'Etablissement et la Direction dans les différentes instances internes et externes
- Contribuer à la définition des objectifs et orientations stratégiques de la Direction ainsi qu'à la gestion RH et budgétaire de la direction
- Etre un interlocuteur privilégié des Directeurs régionaux
- Définir et arbitrer, en lien avec le chef du SADRP (service agriculture, développement rural et pêche) les priorités en veillant à la cohérence des travaux
- Superviser l'avancement des chantiers sous la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage et s'assurer de leur réalisation dans les délais requis en coordonnant les relations avec les différents acteurs.
- Piloter les travaux du secteur des affaires juridiques, réglementaires et des procédures
- Piloter les travaux de la DDRP dans le cadre de la certification des comptes par la CCCOP et des différents audits et contrôles externes sur les aides FEADER HSIGC.
- Préparer et participer aux travaux liés à la gouvernance du RDR3 avec les Régions
- Piloter et animer en lien avec le chargé de mission de la DDRP et avec le MAA les travaux engagés avec les Régions sur la formation et l'accompagnement des acteurs du RDR3 (GT Formation)
- Piloter des groupes de travail dans le cadre de la préparation du post 2020</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Le champ relationnel du poste est vaste et comprends notamment un travail en réseau avec les directions et services de l'ASP (direction des opérations OSIRIS, directions régionales de l'ASP, direction des contrôles, agence comptable…) et les partenaires externes (MAAF, MTES, Régions …).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoir-faire :</td><td>Savoir :</td></tr>
<tr><td>- Aptitude à animer et manager une équipe, capacité à déléguer et à décider.
- Pilotage d'équipes projets
- Capacité de synthèse, sens de l'organisation et des priorités,
- Capacité à appréhender les enjeux politiques et financiers.
- Maîtrise des techniques de management
- Culture informatique générale</td><td>- Connaissance de l'environnement professionnel
- Connaissance de l'environnement institutionnel européen et national, des politiques agricoles, rurales, environnementales et de la pêche,
- Connaissance des principes généraux budgétaires et de la comptabilité publique, des procédures de contrôle, de paiement de l'établissement.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :
- Madame Valérie ISABELLE – Directrice du développement rural et de la pêche – valerie.isabelle@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 01 57
- Monsieur François PROJETTI – Directeur Général Délégué – francois.projetti@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 00 11

Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :
- Monsieur Nicolas LEBRAUD – DRH – Conseiller mobilité carrière et formation – mobilite@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 00 64</td></tr>
</table>

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement

Direction Régionale de Bretagne

40 rue du Bignon – CS 17429 - 35574 Chantepie Cedex

Directeur Régional (H/F)

N° du poste : 19273 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3	**Groupe RIFSEEP (filière administrative) : 1**
Poste vacant **Date limite de candidature : 06 août 2019**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-Bois) et comporte un réseau de 17 directions régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction régionale (DR) de Bretagne couvre les 4 départements de la région pour l'ensemble des missions qui sont confiées à l'établissement. Elle est structurée en trois services (service général, services des contrôles, service de gestion des aides).
Objectifs du poste	Le(la) Directeur(rice) Régional(e) représente l'ASP dans sa région. Il (elle) met en œuvre les orientations du comité de direction et de la direction générale pour sa région et participe à la définition de la stratégie de l'établissement. Il(elle) assure le pilotage de l'activité au plan local et s'assure de la bonne organisation et du bon fonctionnement de ses équipes. Il (elle) est l'interlocuteur(rice) privilégié(e) des services de l'Etat (Préfets, DIRECCTE DRAAF, DDT), du Conseil régional Autorité de gestion des programmes de développement rural et des financeurs locaux (collectivités territoriales, Agences de l'Eau).
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	**Direction des services** : - Mettre en œuvre la politique de l'établissement, - Définir les objectifs et les priorités auprès des chefs de service, - Conduire et accompagner le changement, - Assurer le dialogue social avec les organisations syndicales, - Définir les moyens nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie et à la production, - Négocier et s'engager sur des résultats à atteindre en fonction des moyens attribués, - Assurer un suivi budgétaire, rendre compte de son suivi, proposer des modifications budgétaires, - Analyser les tableaux de bord et rendre compte des résultats,

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- Mettre en œuvre des mesures correctives et être force de proposition constante auprès de la direction générale,
- Représenter l'ASP dans les instances extérieures,
- Etre garant du contrôle interne au sein de la direction régionale (analyse, plan d'actions, suivi des actions),

Paiements et contrôles :
- Assurer le versement des aides dans l'ensemble des secteurs d'activités de l'Agence (Agriculture, Emploi, Insertion, Environnement, ...)
- Mettre en œuvre les contrôles sur place.

La tenue du poste nécessite polyvalence, disponibilité, déplacements fréquents, capacité managériale et aptitudes relationnelles.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">La direction générale, toutes les directions du siège et directions régionales, les services centraux et déconcentrés de l'Etat, les partenaires (collectivités territoriales, organisations socio-professionnelles…).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Connaissances solides en droit, économie et/ou sciences et techniques,

Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux,

Connaissance de l'organisation et du fonctionnement de l'Etat et des Collectivités Territoriales,

Règles de gestion comptable et budgétaire,

Médias et techniques de communication,

Techniques de management,

Bonne connaissance du système d'information,

Connaissance du fonctionnement des structures administratives au plan européen, national, régional et de leurs règles.</td><td>Capacité d'organisation, de pilotage,

Elaborer le budget du site et en piloter l'exécution,

Capacité à déléguer,

Capacité d'initiative,

Gérer une relation externe,

Aptitude à la prise de décision,

Capacité à fixer des objectifs cohérents,

Capacité à mobiliser et valoriser les compétences,

Animation d'équipe.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. Stéphane LE-MOING, Président directeur général
Tél. 05 55 12 00 17 - courriel : stephane.le-moing@asp-public.fr
M. François PROJETTI, Directeur général délégué,
Tél. 05 55 12 00 16 - courriel : francois.projetti@asp-public.fr
Mme Claire VINCENTI, Secrétaire générale
Tél. 05 55 12 00 27 - courriel : claire.vincenti@asp-public.fr
Mme Sylvie HOUDRE-DUBOIS, Directrice des Ressources Humaines adjointe Tél. 05 55 12 00 57 – courriel : sylvie.houdre-dubois@asp-public.fr
Mme Céline GADY, Conseillère en recrutement, mobilité et formation (DRH/SEEC) Tél. 05.55.12.00.56 - courriel : mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

FranceAgriMer

12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Mission Filières

Délégué(e) filières pêche et aquaculture

N° appel à candidature : **19003**	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 3 et +	Groupe RIFSEEP **:** 2 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation : Montreuil**
Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement public, a pour mission, en liaison avec le Ministère en charge de l'agriculture et de la pêche, de gérer les aides publiques nationales et communautaires, de favoriser la concertation et le suivi des filières et d'assurer la connaissance des marchés. Particulièrement pour le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture, FranceAgriMer : - exerce des missions d'enregistrement de données de capture et de vente des produits de la pêche maritime dont il assure l'exploitation et la diffusion des résultats aux acteurs de la filière - réalise ou pilote des analyses de la situation des marchés ou des études sur des thématiques essentiellement économiques - assure à titre d'organisme intermédiaire l'instruction de mesures nationales du FEAMP, relatives à la structuration de la filière, au soutien à l'innovation ou aux investissements, au financement des actions de contrôle et de collecte de données - met en œuvre des dispositifs d'intervention financiers et non financier et porte notamment l'écolabel Pêche Durable. La concertation et le suivi des filières sont principalement assurés par des cadres expérimentés, les délégués filières. En relation avec les représentants de l'Etat, les professionnels et, en particulier les présidents et vice-présidents des conseils spécialisés, ils sont en charge de l'organisation des travaux des conseils relevant de leur filière et, plus généralement, de s'assurer de la bonne articulation entre les actions de l'établissement et les problématiques des filières. Le délégué filières pêche et aquaculture, rend compte au chef de la mission filières. Il est rattaché fonctionnellement à la direction générale.
Objectifs du poste	Etre l'interlocuteur pour FranceAgriMer des professionnels des filières des produits de la pêche et de l'aquaculture (pêche maritime, pêche professionnelle en eau douce, conchyliculture, pisciculture marine et continentale, algoculture, mareyage, transformation, GMS, poissonnerie de détail…) Assurer l'expertise technique, économique et politique de la situation des filières (organisations professionnelles, entreprises, marchés, politiques publiques…) Assurer la préparation et le bon déroulement du Conseil spécialisé Pêche et Aquaculture dans le cadre de la nouvelle gouvernance de l'établissement mise en place à compter de l'été 2019 Favoriser l'articulation des travaux interfilières, notamment ceux des nouvelles commissions thématiques de l'établissement Déployer l'écolabel Pêche Durable au sein des différents maillons de la filière

Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Assurer le lien entre les professionnels et l'établissement sur les filières concernées Organiser les réunions et coordonner les travaux du Conseil spécialisé Pêche et Aquaculture, en lien avec ses président et vice-président et en mobilisant notamment des expertises externes. Assurer la diffusion des résultats de ces travaux et le suivi des décisions prises Effectuer une veille sur les travaux menés dans le cadre des projets et plans des filières. Concourir au titre des filières suivies à la définition des actions de l'établissement, à la détermination des moyens correspondants et à leur mise en œuvre (études, analyses économiques, dispositifs d'intervention) Concourir à l'expertise des projets portés par les opérateurs professionnels des secteurs. Contribuer à l'animation du dialogue interprofessionnel et à la définition des stratégies collectives structurelles, notamment par l'apport de visions interfilières Représenter l'établissement sur les sujets propres aux filières concernées Assister et intervenir aux assemblées, conseils, congrès, salons et autres manifestations à caractère professionnel Participer à la communication interne et externe et veiller à l'information des filières (interventions médias, mise à jour site internet, notes et lettres d'information...) Faire connaître et adopter l'écolabel Pêche Durable par les opérateurs de la filière et assurer le secrétariat de la Commission de l'écolabel
Champ relationnel du poste	Les différents services de FranceAgriMer (Direction Marché, étude et prospective, Direction des interventions, Mission des affaires européennes et internationales, Service Communication, Service des affaires financières) Les responsables politiques et techniques des organisations professionnelles concernées par le poste (CNPMEM, CNC, CIPA, FFP, UMF, ADEPALE…) et des centres techniques et instituts de recherche (ITAVI, Ifremer, Pôles de compétitivité…). Les services des ministères, centraux (DPMA, DGAL, DGCCRF, DGOM) et déconcentrés (DIRM, DDTM/DML, DRAAF) Les Institutions européennes ou internationales en charge des filières. Les représentants des collectivités territoriales, notamment les Régions

Compétences liées au poste	**Savoirs / Connaissances**	**Savoir faire / Maîtriser**
	- Bonne connaissance de l'action publique et des réglementations en matière agricole, agro-alimentaire, pêche - Connaissance scientifique, technique, économique dans les secteurs concernés - Anglais technique souhaité	- Travailler en équipe, avec des interlocuteurs très variés internes et externes - Faire preuve de sens relationnel et être à l'écoute - Faire preuve de réactivité - Techniques de management transverse - Maîtrise des applications bureautiques - Maitrise de la communication écrite et orale - Etre rigoureux et autonome - Avoir le sens de l'organisation et de l'anticipation
Personnes à contacter	Jacques Andrieu, chef de la Mission Filières 01.73.30.20.96. jacques.andrieu@franceagrimer.fr Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement 01.73.30.22.35 mobilite@franceagrimer.fr	
	Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Un comité d'action sociale propose des activités culturelles et sportives et met en place des actions sociales. La crèche inter-entreprises « Gazouillis » accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.	

	Enfin, une salle de sport et un service de restauration interne seront à votre disposition au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé.

Date limite des candidatures : 10 septembre 2019

Date : 11/07/2019

Poste à pourvoir	**Chef de projet informatique (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des Ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction Technique et Informatique
Service Etudes et Développement

Missions / contexte

Le Service Etudes et Développement :

- est responsable de l'architecture applicative du système d'information et de la mise en œuvre du SDSI (schéma directeur des SI)
- assiste les directions métiers MOA
- conçoit, met en œuvre et maintient en conditions opérationnelles les applications métiers (expertise, appui aux évaluations, activités de laboratoires), de gestion (finances, ressources humaines, gestion du temps) et de communication (Intranet/ Extranet)
- réalise lui-même ou fait appel à des prestations extérieures.

L'équipe est composée de 9 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef du Service Etudes et développement, le Chef de projet, ayant une expertise technique confirmée et une capacité à appréhender les sujets fonctionnels.
Il spécifie, organise, planifie et réalise les projets informatiques depuis leur conception jusqu'à leur déploiement.
Le périmètre d'intervention concerne à la fois les applications de gestion et les applications métiers liées à l'évaluation des risques et l'appui aux activités de recherche biologique.

Activités

Responsabilité du contenu fonctionnel du projet

- Participation à une rédaction précise du cahier des charges
- Benchmarking/choix du progiciel
- Prévision des moyens et ressources à mettre en œuvre (humains, techniques, financiers…)
- Pilotage de la réalisation (développements spécifiques ou intégration)
- Recette des réalisations et appréciation de leur conformité au cahier des charges de l'ouvrage
- Traitement des demandes ou incidents et mise en œuvre les corrections ou ajustements nécessaires

Préparation et déploiement du projet, et mise en œuvre des actions d'accompagnement des utilisateurs

- Définition de la cible utilisateurs
- Définition et mise en œuvre de la formation et de l'accompagnement des utilisateurs, en fonction de leurs besoins
- Définition et organisation du service de support à l'utilisateur
- Déploiement de la nouvelle application et des nouveaux services
- Organisation de la maintenance
- Définition des modalités de traitement des demandes d'évolution

Conduite de projets informatiques

- Synthèse des éléments permettant à la MOA de faire un arbitrage garantissant la meilleure adéquation: qualité - coût.
- Organisation, coordination et animation avec l'équipe de maîtrise d'ouvrage du projet
- Arbitrage des éventuels différends entre contraintes techniques et besoins fonctionnels
- Coordination et synthèse des validations, assurance de la qualité des validations prononcées
- Circulation et diffusion de l'information côté maîtrise d'ouvrage
- Identification et proposition au commanditaire, en cours de projet, d'éventuelles modifications d'objectifs (qualité, coût, délai)
- Mise en place de tous les indicateurs nécessaires au suivi et à la gestion du projet, notamment sur son évaluation dont la satisfaction des utilisateurs

Veille et développements internes

- Veille technologique, étude d'architecture et préconisations techniques
- Maîtrise des socles techniques du référentiel Anses
- Maitrise du paramétrage des progiciels et applications déployées à l'Anses
- Encadrement et participation à des développements en internes

Conditions particulières

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5 en informatique souhaité

Expériences similaires

- 3 années minimum

Compétences

- Curiosité et appétence pour le travail en collaboration avec des scientifiques
- Faire preuve d'innovation et de créativité
- Maîtriser la technique et le fonctionnel liés aux applications informatiques
- Maîtriser les outils et les langages Web (Java, AngularJS …)
- Maîtriser des bases de données (PostgreSQL, SQL server, Oracle)
- Maîtriser les procédures et l'outil de gestion des demandes et incidents
- Coordonner l'activité des prestataires
- Maîtriser l'adéquation entre la MOA et la solution proposée
- Développer et/ou administrer une base de données et/ou des plateformes de décisionnelles
- Maîtriser la méthodologie de programmation
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Capacité d'analyse et de synthèse

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 15 août 2019

Renseignements sur le poste : Arnaud PARALIEU (arnaud.paralieu@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-099 à :** recrutement@anses.fr

Parc national de La Réunion

N° 2019-110

Secrétaire général.e (H/F)

Corps/Grade : Catégorie A + ; fonctionnaire de l'État, fonctionnaire territorial ou fonctionnaire hospitalier par voie de détachement sur contrat de 3 ans.

Poste vacant/ou susceptible d'être vacant : 1er octobre 2019

Contexte

Le Parc national de La Réunion, créé par le Décret 2007-296 du 5 mars 2007, est géré par un établissement public à caractère administratif placé sous tutelle du ministre chargé de la **protection de la nature.**

La création du Parc national répond à la volonté de préserver un environnement remarquable en prenant en compte les particularités locales. Le patrimoine naturel réunionnais se caractérise par un volcanisme encore actif, un endémisme très important et une grande palette d'habitats, de paysages minéraux ou végétaux, qui ont justifié l'inscription des Pitons,Cirques et Remparts de l'Ile de La Réunion sur la liste du Patrimoine mondial par l'Unesco, comprenant notamment l'intégralité du cœur du parc national complété de quatre sites particuliers. .

Dans le contexte de l'île qui connaît une pression démographique et urbaine forte, l'établissement public a un rôle de premier plan à jouer dans la préservation et la mise en valeur d'un ensemble unique marqué par la richesse de la biodiversité et des habitats rares, mais aussi dans la mise en œuvre d'un développement durable des territoires ruraux dans l'aire d'adhésion.

La problématique du Parc national s'inscrit dans la reconnaissance d'une combinaison étroite entre la nature et la culture. La mission de l'établissement public consiste à développer la connaissance du patrimoine naturel et culturel, à travers des inventaires notamment, à assurer une gestion conservatoire des milieux et des espèces grâce au dialogue mené avec les différents acteurs concernés et à la surveillance, à accueillir les publics, et plus largement, à mener des actions de sensibilisation à l'environnement.

L'établissement public doit faire vivre et animer le projet de territoire défini par la Charte du parc national (approuvée par décret le 21 janvier 2014), en coordonnant les actions qui auront été définies avec les différents partenaires. Il a ainsi un rôle d'appui et de conseil auprès des collectivités territoriales, et particulièrement des communes adhérentes à la Charte, pour promouvoir la prise en compte du patrimoine dans le cadre des politiques locales d'aménagement et de développement durable.
L'établissement public Parc national est composé d'un siège (direction, secrétariat général, trois services techniques), basé à la Maison du parc à la Plaine des Palmistes et de quatre services territoriaux dits « secteurs », installés à la Plaine des Palmistes

(Secteur Est), Trois-Bassins (Secteur Ouest), Petite Ile (Secteur Sud) et Saint-Denis (Secteur Nord).

Le Parc national compte ainsi environ 35 agents au siège et une cinquantaine d'agents, assurant majoritairement des missions de terrain, dans les secteurs.

Position dans l'organisation

Outre la Direction à laquelle le poste de Secrétaire Général est directement rattaché, le siège est organisé autour de 4 services techniques : Le Service d'Appui à l'Aménagement et au Développement Durable (SAADD), le Service Etudes et Patrimoines (SEP), le Service Pédagogie et Sensibilisation des Publics (SPSP) et Service Communication.

L'établissement public est également composé de quatre représentations territoriales dites « secteurs » ; les secteurs géographiques sont installés à la Plaine des Palmistes (secteur Est), Trois-Bassins (Secteur Ouest), Petite Ile (Secteur Sud) et Saint Denis (secteur Nord).

Le secrétariat général compte 8 agents, et est organisé autour de 4 cellules :

- une cellule de ressources humaines composée du responsable Ressources Humaines et de deux assistants RH ;
- une cellule ingénierie financière composée d'un chargé de mission ;
- une cellule comptabilité/marchés publics composée d'un gestionnaire comptabilité et d'un gestionnaire marchés publics ;
- une cellule logistique composée d'un gestionnaire logistique et d'un assistant logistique ;

Le secrétaire général est assisté d'un adjoint(e) en charge des Ressources Humaines.

Liens hiérarchiques et fonctionnels

Le Secrétaire Général est placé sous l'autorité directe du Directeur d'établissement.

Il travaille en étroite collaboration avec les responsables de service et des secteurs.

Le secrétariat général a notamment en charge :

- la gestion budgétaire et financière
- la gestion du personnel
- la gestion du patrimoine mobilier et immobilier
- le secrétariat des instances délibératives, consultatives et représentatives du personnel
- la gestion des procédures internes, administratives et comptables
- le contentieux relatif aux questions administratives
- les achats publics et les procédures afférentes
- les éventuelles régies de recettes
- et plus généralement la mise en œuvre et l'optimisation de l'ensemble des procédures liées à l'administration générale.

Finalités du métier- missions

En tant que membre de la direction, le secrétaire général participe au comité de direction (CODIR) et aux différents projets et réflexions stratégiques de l'établissement et est associé aux démarches managériales.
Il participe également à l'élaboration de la stratégie financière de l'établissement notamment en s'appuyant sur les dispositifs nationaux et supra-nationaux.

Il a en charge :

- la définition et le suivi du budget de l'établissement
- la définition et le suivi de la gestion comptable et financière
- la mise en œuvre de la politique en matière de gestion des ressources humaines
- la définition et le pilotage de la politique d'achats dans une démarche d'éco-responsabilité
- la définition et le suivi de la gestion du patrimoine mobilier et immobilier
- la définition et le suivi des opérations d'investissements de l'établissement
- la supervision du secrétariat des instances délibératives, consultatives et représentatives du personnel
- l'encadrement hiérarchique de l'équipe de 8 personnes (2A, 3B et 3C) en veillant à la bonne valorisation des compétences disponibles et le suivi des objectifs individuels
- la bonne coordination des actions menées par le secrétariat général et la bonne circulation des informations au sein des services
- la mise en place et le suivi de procédures, et la professionnalisation des agents
- l'appui à la direction pour répondre aux instances de contrôle : ministère de tutelle, cour des comptes, audit du CGDD, organismes sociaux, …
- l'intérim de direction en l'absence simultanée du directeur et du directeur adjoint
- la représentation institutionnelle de l'établissement lors des réunions

Activités principales

1- Budget : élaboration et exécution
En liaison avec la direction et avec les services de l'établissement public, préparation, élaboration et conservation de l'ensemble des documents :

- l'organisation des dialogues de gestion en interne
- les propositions budgétaires en vue de leur présentation au ministère
- l'élaboration du budget primitif et des budgets modificatifs, pour présentation au conseil d'administration et approbation par les autorités de tutelle
- le rapport et le compte financiers
- et aussi :
- le suivi des recettes et des dépenses de l'établissement (nomenclature M9.1) avec un reporting régulier des indicateurs de gestion
- l'inventaire de l'actif et le suivi des immobilisations
- le pilotage des procédures d'engagements, de mandatements et des titres de recette
- la gestion et la coordination des régies de recette
- la prévention des risques comptables et financiers
- l'accompagnement et le contrôle des procédures d'achat public, ainsi que des conventions
- les relations avec l'agent comptable
- les relations avec le contrôleur financier, en ce qui concerne notamment les actes soumis à son visa ou avis préalable

- le classement et la conservation de l'ensemble des engagements comptables, juridiques, mandatements et justificatifs de paiement ainsi que des documents afférents aux recettes

2 - au niveau de la gestion des ressources humaines :

Le secrétaire général supervise et pilote les activités et missions déléguées à son adjoint(e), responsable des ressources humaines et veille à la mise en œuvre de la stratégie de l'établissement, notamment en matière de :

- le pilotage de la masse salariale
- la gestion courante et prévisionnelle des ETP
- l'appui à la direction dans le dialogue social

3 - La gestion des instances délibératives et consultatives :

- le secrétariat du conseil d'administration (CA) et du bureau du CA : convocations, procès verbaux, notifications, suivi et mise en œuvre des délibérations, publications au RAA

4 - Le contentieux, la gestion des procédures et le contrôle interne :

- en liaison forte avec les parquets et l'avocat du Parc national de la Réunion :
  - la gestion et le suivi des contentieux en lien étroit avec la direction
- en lien étroit avec le directeur adjoint dans le cadre de la stratégie police de l'établissement :
  - le suivi des procès verbaux et autres timbres amende
  - le conseil aux agents en matière de procédures, références à la réglementation, rédaction et transmission des procès verbaux
  - la procédure de commissionnement et d'assermentation des agents
- en lien avec les autres responsables de service :
  - la préparation et diffusion des arrêtés réglementaires (arrêtés du directeur)
  - l'appui à la rédaction des actes d'engagements de l'établissement (attribution de subvention, conventions de partenariat)
  - le pilotage du contrôle interne : manuel des procédures, appui à l'élaboration et au suivi des tableaux de bord et outils d'aide à la décision.

5 - la gestion du patrimoine mobilier et immobilier et des moyens généraux :

- l'actualisation et le suivi du Schéma Pluriannuel de la Stratégie Immobilière (SPSI)
- la gestion des procédures d'acquisition, de location et de prises à bail
- la gestion des inventaires et du suivi des affectations
- la gestion des immeubles (Maison du Parc)
- la gestion des procédures d'aliénation et de destruction
- la gestion du parc de véhicules
- l'informatique : gestion du matériel et des infrastructures informatiques, gestion de la téléphonie, développement de bases de données
- la maintenance et l'achat du matériel nécessaire au fonctionnement de l'établissement

6 - Il est également appelé à participer aux démarches de coordination au niveau national au sein du réseau des parcs nationaux français, et aux réseaux professionnels et de partenariats locaux.

Compétences requises

- **savoirs, connaissances**
  - Compétence confirmée en management et encadrement
  - Expérience confirmée en matière de gestion budgétaire et de comptabilité publique et connaissance de la réglementation GBCP
  - Bonne connaissance des marchés publics
  - Bonne connaissance en matière de gestion du personnel et notamment du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des statuts particuliers (fonctionnaires territoriaux et contractuels)
  - Bonne connaissance des structures administratives départementales, régionales, nationales et européennes en particulier en matière d'aides financières

- **savoir-faire, savoir être, aptitudes**
  - Goût du contact et aisance relationnelle
  - Très bonne capacité de communication, de négociation et d'animation
  - Aptitude au travail en équipe
  - Esprit d'initiative, sens des responsabilités et de l'intérêt général
  - Sens de la rigueur, de l'organisation, esprit de synthèse
  - Maîtrise des logiciels informatiques courants de bureautique et d'un ou plusieurs logiciels de comptabilité et de suivi des activités
  - Capacité à dialoguer avec des interlocuteurs divers (internes, partenaires, prestataires, etc.), aptitude à la communication interpersonnelle.
  - Grande rigueur et méthode de travail.
  - Respect des procédures et des délais.

Conditions d'accès au poste

- niveau master
- permis de conduire B

Localisation

Le poste est à pourvoir au siège du Parc national de La Réunion à la Plaine des Palmistes.

Dossier de candidature et date limite de candidature

La candidature composée d'une lettre de motivation et d'un curriculum vitae ainsi que des trois derniers compte rendu d'évaluation professionnelle, du dernier arrêté de situation indiciaire et de la date de disponibilité est à transmettre :

- soit par voie postale à :

  Monsieur le Directeur du Parc national de la Réunion
  258 rue de la République
  97431 La Plaine des Palmistes

- soit **exclusivement** à l'adresse courriel suivante : contact-rh@reunion-parcnational.fr, avec demande d'accusé de réception automatique.

La date limite de dépôt des candidatures : au plus tard le **11 août 2019**

Personnes à contacter pour information

Secrétariat Général du Parc national de La Réunion

Secrétaire général :
gianni.blard@reunion-parcnational.fr

Responsable des ressources humaines :
julien.delmas-deniau@reunion-parcnational.fr